

Nique la «race» !

Ou comment éclatent les frontières entre l'extrême droite et l'extrême gauche du pouvoir

Dimanche 18 octobre 2015

Le 31 octobre à Paris, a lieu la «marche pour la dignité et contre le racisme», organisée et signée par un certain nombre de groupes et d'individus pour le moins ambigus sur leurs rapports avec l'extrême droite ou l'Islamisme politique et la récupération (mutuelle) de leurs idées, elle marque l'avancée d'une mystification grossière et de plus en plus courante, qui ne peut fleurir que sur le vide et l'ignorance qui caractérisent cette époque décomposée. Parfois il n'y a pas d'ambiguïté, comme par exemple avec Tariq Ramadan (et ses Frères musulmans), maître du double langage et partisan d'un «moratoire» sur la lapidation des femmes. On nous parle de «races» et d'antiracisme dans les mêmes phrases, un boulevard ouvert au XIX^e siècle par certains courants racialisés et colonialistes de gauche, et arpenté depuis quelques années par Dieudonné, Soral et leurs (ex-)amis des Indigènes de la République, avec l'appui de quelques «antifascistes» perdus, et d'investissements divers des actionnaires internationaux de la réaction. Vous allez marcher aux côtés d'un mouvement (le PIR) qui appelle, comme le parti nazi à une autre époque, à la «lutte des races», un concept remis à l'ordre du jour pas des universitaires qui font leurs carrières dans le sillon du philosophe des ayatollah, Michel Foucault, ou du darwiniste social Ludwig Gumplowicz (*der Rassenkampf*).

L'idée de «race», entendue comme classification des différents groupes ethniques de l'espèce humaine, a été abandonnée par les sciences autour du XIX^e siècle, car la variabilité génétique entre individus d'un même groupe est plus importante que la variabilité génétique moyenne entre groupes géographiques éloignés. La race n'est donc pas un critère biologique valide ou crédible depuis déjà longtemps, du moins en ce qui concerne la description de l'espèce humaine. Le terme continue d'être employé pour les autres espèces animales, pour lesquels les «races» sont distinguées à des fins d'élevage et de sélection, une utilisation que nous ne trouvons pas beaucoup plus acceptable, mais ce n'est pas le sujet du jour. L'utilisation des «races» appliquée aux humains, a malgré cela perduré encore quelques décennies dans l'usage courant (entendre, au café du commerce). C'est derrière ce concept que se sont organisées les rafles et l'extermination des juifs et des tziganes d'Europe par les nazis et leurs relais locaux, comme l'État français. Aux «races inférieures», les nazis opposaient la «race supérieure», celle des forts, des nordiques, les «aryens». Rien de nouveau donc lorsque l'on analyse la nouvelle marotte des Indigènes de la République et leurs amis racialisés : Ledit «philosémitisme d'Etat», d'un État français qui a donné le plus possible des juifs qu'il avait sous la main pour les parquer, les exploiter et les exterminer. On reste sur les plates bandes piégées d'Eric Zemmour, qui lui, nous explique de la même manière que Pétain a «sauvé des juifs» (*sic* !).

Or, le racisme doit être combattu sous toutes ses formes, celui des opprimés comme celui des dominants, celui des Zemmour et des Le Pen comme celui de l'homophobe Bouteldja (qui n'a rien d'une opprimée, mais tout d'une hipster issue de la bourgeoisie universitaire franco-algérienne) et des racistes Soral et Dieudonné (qui s'en mettent plein les poches au passage), mais également le racisme entre opprimés. La destruction des juifs d'Europe, Houria Bouteldja, patronne des indigènes, la décrit comme d'une «*historicité douteuse*». Rendant ainsi hommage au père spirituel du négationnisme pronazi : Robert Faurisson et ses nouvelles mules : Soral et Dieudonné. De même, le discours qui consiste à associer les israéliens (et les juifs !) à l'État d'Israël ou les Palestiniens (et les Arabo-musulmans !) aux autorités palestiniennes, ou alors le sionisme et le judaïsme, les juifs SDF et les juifs banquiers, les fedayin du Moyen-Orient et les Arabes et musulmans d'ici (qui peuvent aussi bien être patrons, militaires, juges ou flics), etc.. Fini la lutte des classes, et place à la lutte des «races», les «races sociales», même. Tout n'est que raccourci, parce que les raccourcis sont plus faciles à faire avaler à des ignorants que des pensées complexes, documentées et un tant soit peu sérieuses, sans parler même de révolutionnaires (un truc de Blancs, la révolution ? nous dit-on parfois, sans aucun fondement historique réel...).

Le concept de «race» a aussi été utilisé pour justifier, par exemple, les zoos humains dans lesquels, en Europe, on exposait dans des cages les individus de «races inférieures» (des individus capturés comme du gibier dans les colonies) aux Occidentaux, comme une curiosité exotique, à côté des femmes à barbes et des concours de lanciers de nains. Le colonialisme lui même était basé sur le concept de «race» et sur la prétendue «supériorité» des unes sur les autres, ou selon les points de vue, des autres sur les unes. Ce sont les mêmes conceptions qui ont permis l'esclavage de populations entières par d'autres à travers les âges et à des échelles monstrueuses, comme lors des différentes traites des noirs ou le commerce triangulaire sur lequel les Etats occidentaux (mais aussi d'autres régions du monde, notamment celles où étaient capturés les esclaves) se sont enrichis pendant des siècles. L'utilisation du mot a perduré encore quelques décennies, dans un usage le plus souvent lié à l'ignorance et à l'habitude, jusqu'à ce qu'il ne soit plus utilisé que par des courants racistes (ou racialisés, mais nous laissons la distinction aux taxidermistes) d'extrême droite, comme les suprémacistes blancs du Ku Klux Klan aux USA ou chez les Afrikaner de l'apartheid sud-africain, mais aussi

chez les suprémacistes noirs de Louis Arakan, etc. **Dans tous les cas, il nous paraît important de rappeler que les «races» sont des constructions sociales sans aucun autre fondement que les idéologies et les traditions réactionnaires. Un concept qui n'a jamais servi à rien d'autre qu'à créer des hiérarchies entre les humains sur des critères sociobiologiques orientés, pour d'un côté, gommer les différences entre les classes (au service de la guerre aux pauvres), et séparer les exploités dans de petites communautés fermées où seuls les «siens» comptent, et le reste du monde peut bien crever.**

Aujourd'hui, le concept de «race» semble vouloir faire son retour, mais pas uniquement à droite. Cela fait des années que dans certaines mouvances d'extrême gauche, des racistes d'un genre nouveau sont en train de reprendre le pouvoir. Fondamentalement, le racisme de gauche n'est pas nouveau, il a servi, en «prouvant» l'infériorité des colonisés, à justifier le colonialisme de gauche, entre autres méfaits. La différence avec celui de droite c'est souvent qu'il se veut bienveillant (éduquer les «sauvages», leur apporter «nos» Lumières et autres balivernes civilisatrices et paternalistes) lorsqu'à droite il se veut toujours malveillant, et parfois exterminateur. **Suite à une longue dérive, ce néo-racisme (qui n'a de nouveau que les protagonistes) marque la prise de parti raciste de toute une gauche identitaire qui classe et trie les individus selon leurs origines ou le pantone de leur épiderme, comme la droite identitaire, et leur assigne de façon mécanique, comme les marxistes autrefois avec le prolétariat, une «tâche historique». La seule différence, répétons-le, c'est que le tri se fait pour la promotion à gauche et pour l'exclusion à droite.**

Les nouvelles idéologies de gauche, souvent issues de l'université, comme les *postcolonial studies* (et les *radical studies* en général), l'intersectionnalité, certaines formes de féminismes ou d'«antiracisme» remettent le concept au goût du jour, l'air de rien. La proposition organisationnelle de la non-mixité, par exemple, en est l'un des meilleurs exemples. Cela principalement lorsque les critères de cette non-mixité sont basés sur des critères racistes : noirs, blancs, etc. Mais à partir de quel degré ou pourcentage de mélanine peut-on être considéré comme noir ou blanc, ou ni l'un ni l'autre ? De la même manière, les tailles et les formes du clitoris et du pénis sont tellement variables que nous posons la même question sur le genre : comment enfermer un individu, avec toute sa complexité et son unicité, dans des cases aussi fantoches que «noirs», «blancs», «femmes», «hommes» mais aussi «homosexuels» ou «hétérosexuels», «juifs», «chrétiens» ou «musulmans» ? Un individu homosexuel, est-il homosexuel à 100 % ou à 33 %, s'il a déjà eu du désir pour un individu du sexe opposé, est-il toujours à sa place en non-mixité homo ? A partir de quel pantone doit-on se considérer comme noir, blanc, jaune ou on ne sait quoi d'autre ? Plutôt U-78566 ou UE-988009 ? Qui décide de qui est «noir» ou «blanc», de qui est l'Untermensch et de qui est l'«aryen» ?

Toutes les catégories qui réduisent les individus à des critères biologiques (ou sociobiologiques) ou à des identités fixes, sont des catégories du pouvoir qui n'ont jamais servi à rien d'autre qu'à séparer les humains entre eux, pas sur des critères de classe, ou sur des critères liés aux choix individuels des uns et des autres, mais sur des critères imaginaires, essentialistes et englobants.

On est «noir» ou «blanc», on est «français», «espagnol», «israélien» ou «palestinien», comme on est «juif», «chrétien» ou «musulman», c'est-à-dire par choix, par assignation ou par intériorisation des catégories du pouvoir. Dans les trois cas, le résultat est le même : le repli identitaire, tribal et communautariste. Mais les identités sont des illusions et des fantômes sur lesquels se sont toujours recroquevillés les exploités en période de crise sociale, relayant les imaginaires de division du pouvoir pour perpétuer la «paix sociale», l'autre nom de la guerre aux pauvres. Si nous tenons à l'idée d'une rupture avec ce monde de fric et de flics, il nous faudra abandonner toutes ces catégories du pouvoir qui ne servent qu'à diviser pour mieux régner, et donc assurer la domination de l'économie et des États sur les populations.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de nier que, par exemple, les Indigènes de la République ont rejoint les thèses racistes de l'extrême droite, ou bien pour le dire simplement : qu'ils ont rejoint l'extrême droite pour y former une nouvelle tendance qui ne diverge d'avec les autres que sur un seul point : un vieux fond de commerce gauchiste et l'inversion des schémas racistes ordinaires, mais toujours les mêmes vieux schémas pourris de l'intérieur, c'est-à-dire la race, et le plus souvent, l'homophobie, le sexisme et la haine du «juif». Pas étonnant alors que derrière eux, se meuvent des groupes religieux alliés historiques des totalitarismes divers comme les Frères musulmans, en termes de financement comme en termes d'apports idéologiques et pratiques (au même titre que les Black Panthers, la Nation of Islam ou le Hamas).

Révolutionnaires, nous devons remettre la «race» dans les poubelles de l'histoire où nous l'avons trouvée, sous peine de rendre impossible toute transformation radicale de l'existant. A l'heure où les frontières entre extrême droite et extrême gauche n'avaient pas été aussi floues que depuis la Belle Époque et les thèses immondes de Gobineau sur l'inégalité (et l'existence !) des races, le simple fait que nous ressentions le besoin de ré-exprimer de telles banalités (que les races n'existent pas) à l'occasion d'une

manifestation prétendument «antiraciste», devrait être un signal d'alarme assez fort. L'heure est grave, et nous insistons :

Il n'y a pas de races, seulement des racistes !

*Contre toute forme de racisme-racialisme-«racisation»,
Anarchistes contre le racialisme.*

Lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche de la dignité contre le racisme avec le soutien d'Angela Davis n'est pas un problème

Vous avez peut être prévu d'aller marcher avec dignité contre le racisme le 31 octobre prochain en répondant à l'appel porté par Amal Bentoussi. Vous n'avez peut être pas prêté particulièrement attention au fait que cette initiative a été lancée par le Parti des Indigènes de la République ou vous avez renoncé à prendre en compte ce que cela signifie. L'appel lui-même se donne d'ailleurs l'air assez normal et évite les formules choc dont le PIR. s'est pourtant fait une spécialité. On pourra tout de même y relever l'énumération significative des «Noirs, Arabes, Roms et Blancs des quartiers» (fausses évidences et vraies assignations identitaires, dont la dernière est une nouvelle née des sept familles de la racialisation) et tant pis pour les prolétaires, «des quartiers» ou pas, qui ne rentrent pas dans ces catégories, les débordent ou tout simplement les refusent. L'appel du meeting de préparation à Saint Denis nous replace clairement sur les terres du PIR, qui ne laissent comme terrible horizon que la religion et la race, puisqu'on y dénonce les «discriminations systémiques», avec la mise en avant de trois catégories prioritairement discriminées : les «musulmans», les «Noirs», les «Roms».

On ne marchera donc pas ce jour là pour la «dignité» de tout un chacun. De l'habituel racisme au singulier contre lequel on propose de marcher dans le titre, on passe, à la fin du texte d'appel, aux racismes au pluriel, déclinés ainsi : «l'islamophobie, la négrophobie, la romophobie galopantes», il ne manque que l'évocation du «philosémitisme d'Etat» pour retrouver à l'identique les déclarations plus que contestables de la porte parole du PIR, à Oslo par exemple. D'ailleurs, dans la présentation des signatures de l'appel on sépare et on hiérarchise les «femmes racisées», puis les stars et «personnalités», puis les «associations de racisées», enfin les «soutiens» qui sont les personnalités et groupes non racisés ou qui ne sont pas cités à ce titre.

On marchera donc ce jour-là pour la promotion d'un antiracisme repeint aux couleurs de la race.

Effectivement, cette marche n'est pas une promenade de santé, c'est une étape dans l'avancée d'un projet politique en cours.

- Il s'agit pour les initiateurs de se poser en médiateurs universels détenant le monopole des réalités des banlieues et des quartiers populaires, mais aussi de la question des migrants, pour polariser la conflictualité qui peut y prendre place à travers un filtre racial et judiciariste.

- Il s'agit aussi d'une tentative de récupération à la portée bien plus large que celle que SOS Racisme a opérée dans les années 80, et s'en inspirant sans doute : on s'approprie ici ouvertement la marche de 1983 bien sûr, mais aussi les émeutes de 2005, et au-delà, l'ensemble de l'héritage des luttes immigrées, que ce soit sur les questions des papiers, du travail, du logement, ou sur d'autres terrains, qui court sur plusieurs décennies.

- Il s'agit donc de la construction d'enjeux politiques autour de la question raciale avec l'approbation de la présence de personnalités plus qu'infréquentables, officiellement signataires de l'appel : par exemple Tariq Ramadan, ambassadeur des Frères musulmans (dont le Hamas est une des branches), Médine, connu pour ses quenelles de soutien à Dieudonné et sa proximité avec le fasciste et antisémite panafricain Kémi Séba, Ismahane Chouder de Participation et Spiritualité Musulmanes, groupe qui a appelé à la «Manif pour tous» et qui a partie liée avec l'assassinat de militants d'extrême gauche au Maroc dans les années 90, et bien sûr Saïd Bouamama, collaborateur régulier du pro-négationniste Michel Collon, et Houria Bouteldja, porte parole du PIR, coutumière des plateaux télé, de l'éloge de la famille, de l'ordre et de l'obéissance aux structures communautaires et à la religion, ainsi que des invectives antisémites, contre le métissage, homophobes et sexistes.

On ne marchera donc pas ce jour-là seulement avec la dignité, mais aussi avec ses nouveaux amis. Dieudonnistes, panislamistes, profascistes religieux : la dignité a de bien mauvaises fréquentations en ce moment, sans même parler de ceux qu'elle ne présente pas le premier soir.

Nous sommes de plus en plus nombreux aujourd'hui d'horizons relativement variés, révolutionnaires, anarchistes, communistes anti-autoritaires, militants, entre autres, des luttes de l'immigration, épris sans doute davantage d'émancipation que de dignité et de justice, à s'opposer à la récupération en cours et à refuser la proposition politique portée par cette initiative.

Le 31 octobre, même du pied gauche, ne marchons pas dans cette combine !

Si vous avez encore envie de marcher ce jour-là, regardez ce qu'est la dignité, d'après Sadri Khiari, l'un des fondateurs du PIR, dans son dessin en forme d'autoportrait publié sur leur compte twitter (et ce n'est pas un fake).

Octobre 2015

Crossroads



Autoportrait de Sadri Khiari, du PIR, sur twitter.

Discussion

à propos de la marche

contre le racisme

du 31 octobre

et de la «lettre ouverte»

qui critique cette initiative

Bonjour, j'ai bien reçu votre texte avec lequel je suis d'accord sur de nombreux points. Néanmoins, il me semble que vous grossissez l'importance du PIR, surtout en la comparant à celle de SOS Racisme (qui lui bénéficiait du soutien matériel de l'Etat français et des médias, ce qui n'est pas un point de détail) et en expliquant que cette manif aurait une «portée bien plus large». Le changement de perspective ne date pas de 2005, il est bien antérieur.

1. Il y a toujours eu des courants tiersmondistes, chrétiens, marxistes, socialistes ou staliniens en France. Le PIR s'inscrit dans une vieille tradition française.... ce qu'il fait semblant d'ignorer mais ses critiques ne peuvent partager la même ignorance crasse ou la même arrogance...

2. L'influence des mouvements de libération (féministes, homosexuels, ethniques, etc.) identitaires (de gauche ou de droite) date des années 60. C'est ce courant qui a commencé dans le monde anglo-saxon et s'est ensuite étendu au reste de la planète. Les membres du PIR n'étaient pour la plupart même pas nés.... Donc il faut prendre un peu de distance et ne pas partager la myopie politique des Identitaires de gauche qui prétendent avoir inventé l'eau chaude et falsifient l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes sociales, y compris les luttes des «minorités» ethniques.

3. Les défaites de la classe ouvrière européenne dans les années 70 ont permis à ces mêmes «mouvements de libération» identitaires d'occuper plus de place dans la vie politique, d'autant plus que leurs revendications (lutte contre les différentes dominations : racisme, sexisme, homophobie, etc.) étaient rejetées (ouvertement ou sournoisement) par le mouvement ouvrier traditionnel (le PCF cassait la gueule non seulement aux gauchistes mais aussi aux homosexuels... ; en Italie les militantes femmes sont massivement sorties des organisations d'extrême gauche car elles étouffaient sous l'omerta masculine gauchiste, etc.)

4. La racisation de la société française a toujours existé (je l'ai connue dès que je suis entré à l'école communale, à l'âge de six ans en 1956). Le PIR n'a rien inventé et ne dit rien d'utile ou d'intéressant à ce sujet.

5. A la faveur de ces défaites de la classe ouvrière, des combats idéologiques des années 70 (attaques contre le marxisme l'assimilant au stalinisme ; attaques contre l'idée même de révolution ; affaire des «nouveaux philosophes» ; utilisation des écrits des dissidents de l'Est dans un sens véritablement anticommuniste et non antistalinien, etc.), et des changements intervenant dans la composition de la classe ouvrière (développement du précaire, disparition de branches industrielles entières, apparition de nouvelles structures industrielles beaucoup plus petites, de multiples formes de sous-traitance, etc.), la social démocratie française mais aussi britannique et certainement d'autres PS européens que je ne connais pas suffisamment, comme par exemple la social-démocratie néerlandaise, ont entamé un virage multiculturaliste et soutenu à fond la racisation des populations (d'où le «Black, Blanc, Beur», la «république métissée», etc. ; ou dans le contexte britannique les prébendes données par le Labour aux représentants des minorités ethniques dans les quartiers pour les acheter et les intégrer au jeu politique traditionnel)

6. Le PIR n'arrive qu'au terme d'un long processus historique qu'il n'a nullement inspiré et qu'il essaie de parasiter de façon médiatique sans avoir la moindre influence réelle sur les quartiers populaires dont il se prétend le représentant. Attaquer sans cesse le PIR ou en faire une espèce de «deus ex machina» aux pouvoirs extraordinaires, me semble une erreur (dans laquelle j'ai pu moi-même tomber). C'est un courant confusionniste, réactionnaire, mais groupusculaire. Assimiler son influence à celle de SOS Racisme me semble à la fois ridicule et politiquement inefficace.

7. Il serait plus utile de s'intéresser aux causes profondes de cette racisation de la société française menées par la gauche et la droite, l'extrême gauche et l'extrême droite. S'intéresser donc aux discriminations structurelles dont sont victimes ceux que les multiculturalistes et les Identitaires de gauche de tout poil (dont le PIR n'est qu'une toute petite partie) prétendent représenter de façon démagogique.

8. Se taire sur les discriminations qui se combinent avec l'exploitation classique des travailleurs par les capitalistes ; se taire sur toutes les formes d'oppression (racisme, sexisme, homophobie) ne peut qu'ouvrir un boulevard à tous les courants identitaires petits bourgeois (le gros mot est lâché mais il est parfaitement justifié

pour qualifier les Identitaires de gauche) et carriéristes. C'est recommencer les mêmes erreurs qu'ont commises les mouvements d'extrême gauche des années 60 et 70. Entre la dénonciation sectaire et le suivisme opportuniste, il existe une autre voie : celle qui consisterait à se demander comment s'articulent les différentes formes de domination et d'exploitation. Et surtout déployer toute son énergie pour que les exploités de toutes origines et de toutes croyances ne soient pas exclus des luttes de classe : soit directement («vous ne souffrez d'aucune discrimination») soit indirectement («vos problèmes sont secondaires» ou «la Révolution résoudra toutes ces questions»).

Les Identitaires de gauche bénéficient d'une pub et d'un buzz sans rapport avec leur influence réelle dans la société et les luttes parce que les courants qui se réclament de la lutte de classe et de la révolution communiste n'ont pas su répondre à certaines questions fondamentales. Dénoncer les Identitaires de gauche est un travail très salubre mais il n'a de sens que si l'on répond à ces questions à la fois sur le plan théorique et dans les combats quotidiens contre le capitalisme et l'Etat.

Amitiés
Yves

* **REPONSE DES SIGNATAIRES DE LA LETTRE OUVERTE**

Nous avons pris connaissance du texte que vous avez rendu public en même temps que vous avez publié la lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche-de-la-dignité-contre-le-racisme-avec-le-soutien-d'Angela-Davis n'est pas un problème sur votre site et honorons ici votre proposition de «droit de réponse».

Nous ferons bref et ne répondrons que peu sur le contenu qui pour l'essentiel fait dire au texte ce qu'il ne dit pas et part dans des digressions qui vous importent sans doute mais sont bien loin de la réflexion minimale et circonstancielle que le texte propose (c'est le cas pour les points 1, 4, 5, 6, 7, 8, pour les points 2 et 3 il semble que le texte est à cet endroit particulièrement mal compris).

D'ailleurs, écrit dans l'objectif ferme mais restreint d'interroger les contradictions ou la complaisance plus ou moins aveugle des signataires de la marche, et de mettre ceux qui comptent l'accompagner devant certaines contradictions il pourrait même se réduire à une question encore plus directe : quel antiracisme partager avec le représentant des Frères musulmans ou un partisan de Dieudonné ?

A ce contenu simple, sans plus d'ambition que celle d'interroger la proposition politique dont vous nous concéderez que cette marche est porteuse, vous répondez par une remise en cause peu amène aux allures de commentaire presque amical. «Ignorance crasse», «arrogance», «myopie politique du PIR» que vous insinuez que le texte pourrait partager... si la nuance et la contextualisation se comprennent aisément, on est ici en droit de se demander si vraiment toute malveillance se doit d'être explicitée et rendue immédiatement publique, surtout si on est «d'accord sur de nombreux points» ?

Les arguments lassants selon lesquels : le PIR n'est pas l'ennemi principal, ... c'est bien peu de gens, ... ils ne représentent vraiment pas grand-chose, sont de plus en plus courants pour justifier le silence, voire la complaisance désormais largement répandue face au PIR.

Nous nous demandons, à la lecture de cette réponse qui développe vos propres points de vue sans proposer aucun argument critique de la marche, si finalement cette initiative est pour vous critiquable. Si tel est le cas – et que ce point fait partie de ce que nous partageons – on aimerait savoir par quel type de discours, de critique ou de pratique ? Le discours n'est pas tout et croire à sa toute-puissance peut réserver d'assez mauvaises surprises... Il est à craindre d'ailleurs que votre réponse serve plutôt de contre-feu que de soutien à l'initiative portée par la lettre ouverte (cela a déjà eu lieu).

Ceci étant dit, bonne continuation.
Crossroads, 20/10/2015

* **REPONSE de *Ni patrie ni frontières***

Bonjour,

J'ai bien lu votre lettre. Désolé si certaines formulations de ma lettre peuvent sembler vous mettre dans le même panier que le PIR et vous ont paru relever de la malveillance. Ce n'était pas du tout mon intention et je vous prie de m'excuser de mes formulations maladroitement. Et je n'aurais pas publié votre tract si je m'en sentais aussi éloigné ! Donc ne tournons pas autour du pot et discutons des vraies questions ou des divergences politiques plutôt que de questions de forme, procédé courant pour éviter de débattre du fond...

Je ne reviens pas sur mes objections de fond à votre texte objections que vous qualifiez de «digressions» ce qui est très ennuyeux car cela semble indiquer que vous pensez qu'on peut traiter d'une question politique comme celle du racisme structurel en ignorant son histoire et son lourd passif à gauche, à l'extrême gauche et dans le mouvement libertaire.....

Vous me demandez ce que je pense de cette manifestation et si je la soutiens et pensez que ma critique pourrait être un «contrefeu» mis au service du PIR. Je vous signale que la partie du portail de revues mondialisme.org réservée à *Ni patrie ni frontières* ne présente pas des positions sur toutes les questions. Je suis un individu et non un groupe et je dois dire que, même si je faisais partie d'un groupe, je suis vacciné contre les groupes qui ont des positions sur toutes les questions. J'interviens seulement sur certains problèmes qui me semblent être la source de clivages importants et qui me tiennent à cœur personnellement.

Vu ce que j'écris depuis des années sur les questions du racisme, de l'antisémitisme et les critiques que j'ai adressées à tous les identitaires de gauche (et pas seulement au PIR) le risque que l'on me transforme en «PIrophile» ou en «PIRomane» me semble très limité. Quant à mon «silence» ou à ma «complaisance» par rapport au PIR, hum, je crains que vous vous trompiez de personne.... Ou alors que vous n'ayez lu aucun des textes que j'ai écrits sur ces questions depuis 2002.

Le même genre d'objection (si tu ne critiques pas c'est que tu es pour) m'avait été adressée quand j'avais critiqué les apologistes de la pseudo «victoire du non au Traité constitutionnel européen» (TCE). Certains libertaires s'étaient empressés de m'accuser de faire de la propagande pour le oui.... alors que mon propos était de montrer les convergences nationalistes entre extrême gauche, libertaires et extrême droite sur le TCE et de souligner qu'il aurait été possible de mener une campagne internationaliste en partant d'autres positions politiques et d'autres pratiques que celles défendues par l'extrême gauche et les libertaires.

Sur cette manifestation précise lancée par le PIR et ses amis plus ou moins proches, plutôt que de la dénoncer (ou plus exactement tout en la dénonçant), il me semblerait plus utile d'en organiser une, ou encore, de dire ce que l'on fait soi-même (ou ce que l'on souhaiterait faire soi-même) contre les discriminations racistes quotidiennes en France aujourd'hui.

Pour ma part je suis engagé dans le soutien aux sans papiers depuis 2008 et j'essaie d'apporter ma minuscule pierre à la lutte contre les discriminations dont les «étrangers» dits sans papiers sont victimes. C'est une façon de lutter contre le racisme structurel en France qui n'en exclut pas d'autres. Plutôt que de dénoncer toutes les initiatives réformistes autour de la question de «l'immigration illégale», il me semble plus important de participer à la base au soutien des sans papiers en exprimant des positions politiques différentes... quand je le peux et quand cela intéresse mes interlocuteurs.

Donc plutôt que de critiquer l'initiative du PIR il aurait été plus utile à mon avis d'appeler à une autre manifestation ou simplement de souligner ce que vous faites (ou ce que vous proposez aux autres de faire) au quotidien contre le racisme et les discriminations structurelles. Votre silence total sur cette question pratique essentielle combiné à une critique d'une initiative de la mouvance du PIR ne peut que pousser les «gens qui veulent faire quelque chose» à aller quand même à la manif, même à reculons...

Il s'est passé un phénomène comparable (toutes proportions gardées bien sûr) quand après l'assassinat des membres de l'équipe de *Charlie Hebdo* puis celui des quatre personnes juives présentes dans l'hypermarché casher en janvier 2015, certains se sont empressés de dénoncer toutes les initiatives des réacs ou des réformistes tout en ne proposant aucune action publique pour dénoncer les assassinats des 7 et 9 janvier 2015, le racisme antimusulmans ET l'antisémitisme. Le choix était donc simple : soit on restait chez soi et on ne faisait rien du tout, soit on allait à des manifestations appelées par des réacs....

Il me semble que, même si nous sommes peu nombreux, et défendons des positions à contre-courant il ne faut pas rester seulement dans le ciel pur des idées mais proposer ou même lancer des initiatives concrètes contre le racisme et les discriminations. Sinon nous ne sommes pas crédibles du tout et ne pouvons nous plaindre que les Identitaires de gauche occupent le terrain.

Y.C., 20/10/2015

Marche au pas !

A priori, condamner une «marche de la dignité et contre le racisme», c'est être du côté des indignes et des racistes. C'est un peu comme approuver la faim dans le monde, l'injustice, la guerre, les crimes policiers... Cette manifestation n'est pourtant qu'une grosse arnaque qu'il faut dénoncer. Afin de s'en rendre compte, il est d'abord indispensable de refuser de céder à l'émotion ou au chantage de faire le jeu du racisme d'Etat. Il s'agit ensuite de se pencher sur les registres idéologiques, les pratiques et les visées politiques des organisations et personnalités signataires de l'événement (idiots utiles mis à part). Le constat est alors sans appel : ceux qui nous harangent ici sont des charognards identitaires, des coteries politicardes, des businessmen, des valets arrogants de la domination de classe. Dans les traces des liquidateurs de la lutte du prolétariat, ces avides candidats à l'encadrement du troupeau nous appellent à marcher au pas d'un capitalisme revigoré grâce à l'instauration d'un multiculturalisme auxiliaire du déchainement marchand. Voyons ça de plus près...

Une marche dans les pas des saboteurs de la lutte des classes

Les prolétaires les plus pauvres d'origine immigrée subissent des discriminations de toutes sortes, à l'embauche, au logement, de même qu'un surplus de violence policière débouchant régulièrement sur l'assassinat. Beaucoup habitent dans des zones urbaines de relégation que l'Etat désigne sous l'insipide formule de «quartiers». Une oppression spécifique à l'encontre d'une combinaison entre origine géographique et classe sociale est ainsi bel et bien à l'œuvre, il serait stupide ou franchement réactionnaire de le nier. Les partisans de la «marche» considèrent que ce particularisme n'est qu'une forme de continuation du système colonial, qu'il faut supprimer par un combat «décolonial».

1) Leur diagnostic est pourtant faux : Durant les 50 ans qui nous séparent des derniers accès à l'indépendance des anciennes colonies, les capitalistes ont opéré un écrasement des salaires (directs et indirects) à l'échelle mondiale. Les travailleurs ex-colonisés ont représenté une main d'œuvre peu formée et bon marché. Leur émigration en France a donc eu lieu dans le cadre général d'un rapport salarial défavorable au prolétariat, ce qui a permis au patronat de maintenir la situation de ces exploités, de leurs familles, dans le cœur du processus de dégradation généralisée des conditions de vie. Substituer à cette analyse celle du «racisme d'Etat», c'est occulter la responsabilité des capitalistes en déplaçant le problème sur le terrain inoffensif de la morale. 2) Leur remède est empoisonné : plaquer le colonialisme sur la situation actuelle des prolétaires des quartiers conduit les «décolonialistes» à ériger les mouvements de libération nationale en modèles. Ils se gardent bien d'expliquer pourquoi ces forces politiques, dès leur victoire, ont toutes instauré des dictatures, et qui plus est très complaisantes avec l'ancien colon. Plusieurs de ces régimes se sont instaurés sur les charniers des prolétaires révolutionnaires qui s'activaient à transformer la lutte anticoloniale en révolution sociale, notamment au Vietnam ou en Algérie. Ce mensonge qu'avancent le PIR et autres autodésignés «indigènes» permet d'épargner la bourgeoisie en vantant une alliance avec elle, par l'intermédiaire de ses représentants «non blancs». C'est aussi un point de connivence avec les survivances des bureaucraties staliniennes que sont le PCF et autre NPA. Ce n'est pas le seul.

Une marche au pas identitaire.

Les organisateurs de cette manifestation ne s'arrêtent pas à des analyses erronées et de fausses solutions. Ils participent activement à répandre la lèpre identitaire parmi les prolétaires, ce qui arrange la bourgeoisie dont l'une des stratégies permanente consiste à diviser les exploités pour mieux les soumettre. Bouteldja se satisfait publiquement que plus personne ne parlerait de classe sociale dans les «quartiers». Une telle affirmation en dit long sur la caution que cette hipster homophobe, racialisiste et intégriste religieuse porte à l'ordre en place. C'est aussi là le but non déclaré de la nébuleuse identitaire dont elle fait partie : chasser la conscience de classe pour mieux fabriquer une identité religieuse, raciale, culturelle, sur laquelle les filiales françaises de l'organisation d'extrême-droite la Confrérie des Frères musulmans (CMF, UOIF, et dont l'une des stars est Tariq Ramadan) ainsi que toute une petite bourgeoisie électoraliste et pro Union européenne comptent capitaliser. L'identité est dès lors une véritable geôle que vise à régenter de nouveaux interlocuteurs de l'Etat. Ce système fonctionne déjà aux USA ; d'où la présence à cette manifestation de différents universitaires américains, émissaires d'un modèle multiculturaliste. Le schéma de récupération des luttes qui se dessine est alors le suivant : faire des oppressions spécifiques des foyers d'affirmation communautaristes, dont la gestion est économiquement rentable (l'essor du marché de l'identité religieuse et culturelle en est la traduction) et pourvoyeuse de pacification sociale (des habitants qu'on invite à se percevoir avant tout en tant que membre d'une communauté d'identité, en quête d'intégration à la bonne marche capitaliste). Tout cela est curieusement conforme aux préconisations de la Commission européenne en matière de rapport des institutions avec les religions mais aussi de «gouvernance» à partir des principes de subsidiarité et de «démocratie participative». Peu importe qu'au passage des discours et des organisations d'extrême-droite soient de la partie.

Une marche au pas capitaliste

En 2012, EELV, le PCF ainsi que le NPA ont tous appelé à voter pour François Hollande alors que n'importe qui pouvait facilement savoir qu'il appliquerait à l'identité le programme d'un Sarkozy vainqueur, c'est-à-dire

une politique de guerre impitoyable contre les prolétaires. Ce sont ces partis politiques ou certains de leurs membres de gauche, ainsi que des directions syndicales leur étant affiliées, telles que SUD, qui appellent à défiler le 31 octobre avec les racistes du PIR et les intégristes religieux (dont certains sont habillés en rappers). Hormis le soutien électoral qu'ils ont apporté au PS au second tour des élections présidentielles, ces formations politiques appliquent sans vergogne l'austérité (autre mot pour la régression sociale) dans les collectivités territoriales qu'elles gèrent, tout en feignant de la pourfendre. Avec un zèle à faire pâlir la droite et l'extrême-droite, elles mettent également en œuvre les grands projets de rénovation urbaine et institutionnelle, comme la métropole du Grand Paris, dont commencent déjà à pâtir les populations pauvres et les agents publics. Comme par hasard, beaucoup de leaders de collectifs (comme les «collectifs citoyens») présents à la manifestation ont joué de leur appartenance au quartier, pour tenter de contrer le fort abstentionnisme qui y prévaut et faire voter au final les habitants en faveur des partis qui aujourd'hui les dépouillent.

Cette «marche» n'est qu'une écœurante démonstration de mise au pas du prolétariat. Ce sera sans nous.

Collectif Identité j't'emmerde